

## GRAND DEBAT NATIONAL – 15.02.2019 – VOLLORE-MONTAGNE

On est présent pour débattre et non pour apporter des solutions ou des réponses. Les réponses aux questions du Président Macron ont déjà été données sur internet.

Les participants préfèrent évoquer les problèmes qui les concernent tous.

### TRANSITION ECOLOGIQUE

La disparition des petits commerces et des artisans dans les milieux ruraux, ceux-ci souffrent de la concurrence déloyale des grandes surfaces. Les grandes surfaces déshumanisent les producteurs et leur impose des rythmes de production qui ne sont pas en adéquation avec le rythme de la terre.

A ceci se rajoute le RSI qui est une véritable épine dans le pied des commerçants. Ce régime social mériterait d'être plus « convenable » ce qui éviterait des fermetures de commerces dans ces zones et donc éviterait par là-même aux habitants de faire des kilomètres en voiture pour faire leurs courses.

Le monde de la Finance et celui de l'industrie agro-alimentaire imposent leurs règles ce qui provoque :

- La faillite des petits commerçants,
- La malbouffe qui est un des plus importants problèmes de santé publique.
- Une utilisation toujours plus importante de pesticides et autres produits toxiques et nocifs pour la santé du fait des rendements imposés, toujours plus importants,
- Une augmentation des maladies professionnelles chez les exploitants,
- Une augmentation des allergies de toute sorte et autres maladies graves (cancers par exemple) chez des sujets de plus en plus jeunes,
- La disparition de certaines espèces animales et d'insectes depuis 20 ans. 20 ans c'est une parenthèse à l'échelle de l'humanité mais c'est une alarme forte à l'échelle de notre vie.
- Il est urgent de changer notre façon de consommer, nous devons privilégier les circuits courts (directement à la ferme, AMAP, etc.)

La proposition est faite de demander aux bénéficiaires du RSA de donner de leur temps pour des travaux d'intérêts généraux en échange de l'aide qui leur est versée (cela leur permettrait d'avoir une vie sociale et professionnelle, et justifierait leur rémunération).

En 2026, la compétence sur la gestion de l'eau risque d'être donnée à des grands groupes industriels, ce qui pourrait générer une augmentation des prix et une augmentation de l'utilisation de traitements chimiques.

Les enjeux climatiques ne sont pas assez pris en considération par le gouvernement ou bien tout simplement le gouvernement est peut-être ignorant en cette matière et ne prend pas la mesure des risques qui pèsent sur la population.

Il faut hiérarchiser les responsabilités : taper sur les gros pollueurs avant de taper sur les « petits » c'est-à-dire nous !

Il faut arrêter de dire que la croissance est la solution à tous les problèmes d'aujourd'hui, le gouvernement devrait se taire plutôt que de dire une telle chose. Le gouvernement est payé pour réfléchir. Il faut se battre contre le discours de la compétition et de la compétitivité car c'est un discours qui crée des perdants, c'est le discours de l'exclusion

Les idées suivantes sont émises :

- L'arrêt des cultures et de l'élevage « intensifs »,
- Eduquer la population au recyclage,
- Que les conditions de tris sélectifs soient les mêmes partout en France,
- Faire prendre conscience à toute la population que l'eau c'est de l'or,
- Eviter les surconsommations en tout genre,

En France, on est champion de la production sans réflexion : on produit des véhicules électriques mais on ne sait que faire des batteries usées !

- Les emballages devraient être standardisés de façon à ne pas sur-emballer les produits et éviter les emballages non recyclables,
- Eduquer les enfants dès leur plus jeune âge, nous sommes de passage, nous devons laisser la nature intacte. Si les insectes disparaissent, comme les abeilles, nous courons à la catastrophe.
- Changer nos modes de culture et d'élevage, on perd la tête avec des fermes surchargées où les animaux sont malheureux et les produits sont donc de mauvaise qualité et ainsi notre nourriture est elle aussi de mauvaise qualité.
- Supprimer les additifs des produits alimentaires car la plupart sont mauvais pour la santé.

On détruit la planète pour des raisons économiques et pour générer toujours plus d'argent, aujourd'hui on cherche de l'argent pour sauver la planète !

En France, les français doivent payer beaucoup de taxes, qu'en est-il dans les autres pays du monde ? La question se pose en Inde, par exemple où la France envoie ses bateaux pour être démontés.

- Lorsque l'on replante des arbres, il faut mettre des feuillus pour l'oxygène.
- Responsabiliser la population, oui ! la faire culpabiliser, non !
- Interdire l'obsolescence programmée des produits.

L'exode rural est subi, pourquoi ne pas instituer une sorte de New Deal pour inciter les urbains à venir s'installer en campagne et en montagne, en créant des « zones franches ». On pourrait imaginer un système de retour des urbains vers les zones rurales où ils seraient accompagnés pour s'installer.

- Mettre en place un plan de réhabilitation des logements pour qu'ils soient mieux isolés.
- Augmenter le transport des marchandises par fret,
- Favoriser les véhicules à hydrogène,

La question est posée de savoir où en est la fabrication de la voiture à eau ?

- Gratuité des transports en commun dans les zones de montagne.

## FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

La TVA est la taxe la plus injuste qui soit car elle est la même pour tout le monde quel que soit le niveau des revenus. Il est urgent de réfléchir à un changement.

Les amendes de la circulation devraient être indexées sur les salaires car cela aussi est injuste. Cela existe déjà dans certains pays européens.

Les banques doivent arrêter de diriger le pays.

- Dans les centres villes, il y a des horodateurs, ce qui a pour effet de réduire la circulation et donc la consommation en centre-ville. A ce compte-là, pourquoi ne pas installer des horodateurs sur les parkings des centres commerciaux ?
- Mettre en place une taxation des automobilistes étrangers qui utilisent nos routes, routes qui sont déjà en mauvais état. Cette taxation pourrait être sous forme de vignette comme en Suisse.
- Redistribuer l'argent gagné par les sociétés d'autoroute pour rénover l'état du réseau routier français.
- Arrêter de verser des indemnités aux anciens présidents de la république, aux anciens ministres, députés, sénateurs. L'âge de départ à la retraite ne cesse d'être repoussé pour les salariés, donc ces personnes qui ne restent que quelques années, voire quelques mois en poste ne devraient plus rien toucher après la fin de leur fonction.
- Le gouvernement devrait diminuer son train de vie, les membres du gouvernement devraient voir leurs indemnités diminuées également.
- Pourquoi l'Etat ne pourrait emprunter à la Banque de France avec un taux 0 ?
- Pas de CSG prélevée sur les petites retraites.
- Pourquoi les retraites ne sont pas indexées sur le coût la vie ?
- Le gouvernement de Monsieur Macron souhaite savoir ce dont les français ont besoin afin de pouvoir leur expliquer comment s'en passer.
- Pourquoi ne pas conditionner le non-paiement de l'ISF à un investissement réel dans l'économie et les entreprises en France ?
- L'Union Européenne favorise l'évasion fiscale par la mise à nu des frontières. En Europe, on mutualise les dettes et on privatise les bénéfices.
- Comment est utilisé l'Argent Public ? Les français devraient connaître les détails des comptes publics. Le gouvernement devrait « balayer » devant sa porte avant de donner des leçons à d'autres.
- Les participants demandent à Monsieur Macron s'il accepte de vivre un mois avec 552 euros, comme c'est le cas d'un proche d'un des participants.

- Les participants se disent traités de manière inégale devant certaines situations par les mairies, certaines répondent et font, d'autres ne donnent pas suite. Un exemple est donné pour des travaux de sécurité routière.
- Arrêter de penser que le service public est une entreprise privée et doit être géré comme tel.
- Monsieur le Président Macron a son médecin attitré, ici il n'y a pas de médecin. Les citoyens doivent prendre leur voiture et aller dans d'autres communes pour accéder aux soins. (où est le développement durable !)
- La mort, elle aussi est trop taxée !

## DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

Aujourd'hui les personnes ne se sentent pas en démocratie car on ne leur demande pas leur avis. Tous les français n'ont pas voté pour la politique du Président Macron, ils ont voté contre Marine Le Pen. Ce vote a sonné la fin de la démocratie. Il faut prendre en considération les votes blancs qui sont l'expression d'un avis.

Les citoyens ne croient plus en leurs politiciens. Dans notre système, certaines personnes pensent avoir à faire à une dictature parlementaire, d'autres pensent qu'ils vivent dans une monarchie républicaine. Pourquoi les politiques ne sont-ils pas obligés d'avoir un casier judiciaire vierge ?

Il est indispensable de mettre en place le Référendum d'Intérêt Citoyen. Pourquoi on ne pourrait pas prendre toute décision avec le RIC, le gouvernement décide bien de tout !

Certaines personnes reviennent sur l'action des gilets jaunes qui ont permis de dénouer des situations épineuses : fermeture de classe, mobilisation dans des EPADHS, etc.

En France, si on n'a pas un pouvoir de nuisance, on n'est pas entendu ! Le gouvernement a utilisé les petites phrases pour menacer de manière insidieuse les français, comme une violence invisible qui nous touche.

Il est reproché au Président Macron d'avoir trahi la France en permettant le rapprochement de General Electric et Alstom, en étant en quelque sorte partie prenante avec la Banque Rothschild.

Il y aurait aussi une prise de position problématique pour les médicaments contre l'hypertension, notamment car un proche de notre Président travaille aux Laboratoires Servier qui produisent ces médicaments.

Certaines « fraudes » aux aides réservées aux citoyens très défavorisés sont évoquées : des français viendraient abuser de ces aides alors qu'ils n'en ont pas besoin.

Le Grand Débat National ne va aboutir à rien car les personnes qui nous gouvernent sont contre tout ce qui s'est dit au cours de cette réunion. Cela va accoucher d'une souris sauf s'il y a dissolution de l'Assemblée Nationale.

## ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Pour les détenus en prison, ils ne devraient pas avoir droit à la télévision, au téléphone. Remettre en place les travaux d'intérêts généraux. Cette position est relativisée par un autre participant qui souligne que la prison c'est la perte de la liberté et que c'est déjà une vraie punition.

Est-il vraiment important d'avoir voté contre la fessée ?? Etait-ce indispensable et utile ?

Afin de pallier les déserts médicaux, sont évoqués des solutions de maisons médicales comme cela est fait dans les Pyrénées. Il existe également les camions médicaux qui viennent au plus près des citoyens.

Il y a aussi des dépenses médicales faites sans réfléchir, on passe parfois plusieurs fois le même examen car on va consulter plusieurs praticiens et chacun veut avoir son examen. De même qu'en habitant dans un désert médical on doit prendre sa voiture pour avoir accès aux soins et donc comment répondre aux exigences écologiques ???

Rassembler les services publics de la même manière que nous rassemblons les services médicaux dans les maisons médicales.

Favoriser l'entraide entre générations, demander aux bénéficiaires des aides sociales de donner du temps pour cette entraide citoyenne.

L'accent est mis sur les services publics dématérialisés. Tous les français n'ont pas accès à internet et tous ne savent pas forcément comment utiliser internet, cela crée donc une inégalité dans l'accès de tous aux services publics.

L'accueil des personnes handicapées est en progrès mais les fonds manquent et l'accompagnement est insuffisant. L'accueil des enfants en situation de handicap n'est pas prévu correctement dans les écoles. Il faut parfois payer une école privée pour avoir accès à des « services minimum ».

Le niveau des écoliers a très nettement baissé, les classes sont surchargées. Des choses ont été amorcées, mais pour être efficace jusqu'au bout ce sont toutes les classes qui devraient être dédoublées. Il faut aller au bout des choses.

Lors des manifestations, les forces de police ont gazé les manifestants au bout de 5 minutes, ces affrontements sont inadmissibles. Les forces de l'ordre auraient elles des instructions pour que les choses dégénèrent et les rencontres s'enveniment de fois en fois ?

Mettre de vraies personnes au téléphone pour répondre aux citoyens qui veulent contacter un service public.